Le coût caché de notre alimentation

Edition

ADENY 63 Bd de Verdun 89100 SENS

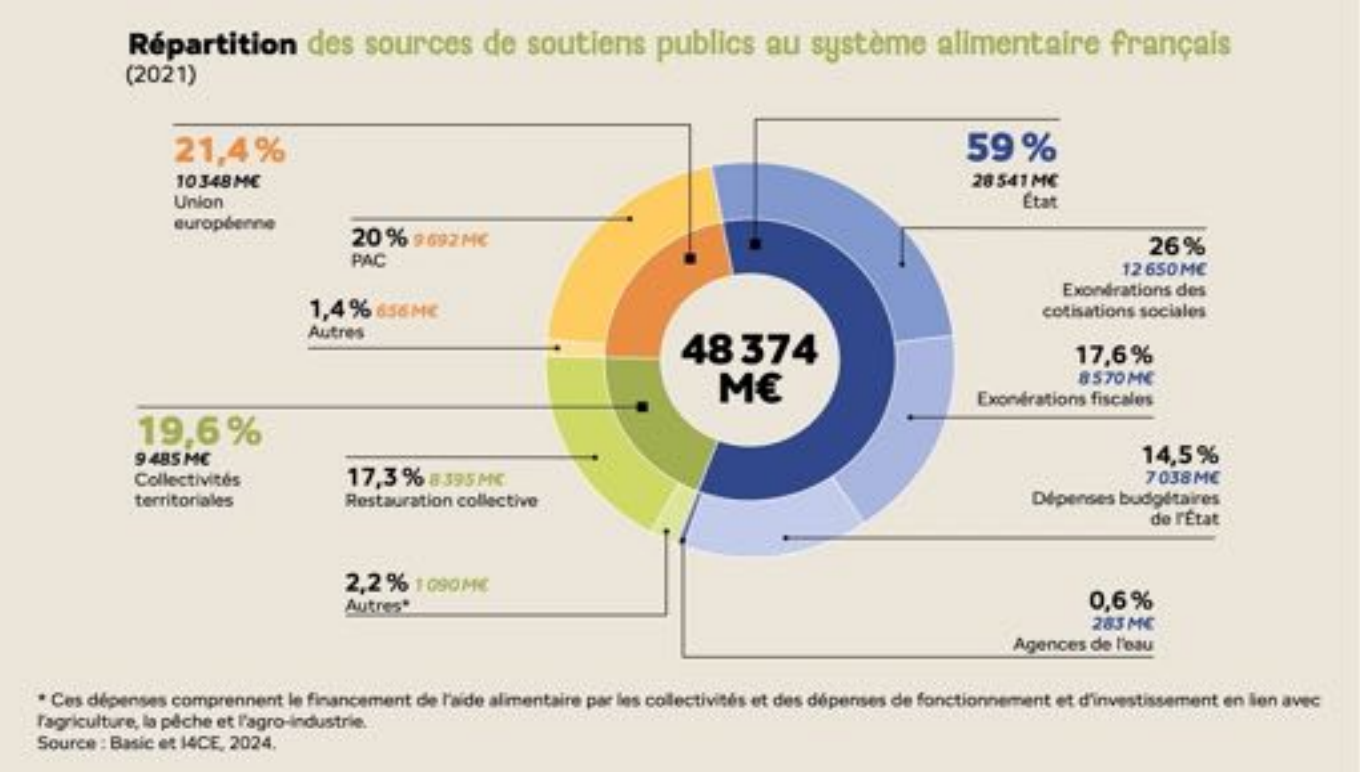
V2-10-24

Alimentation : le vrai coût

Le système alimentaire français est largement financé par l'argent public : Subventions, achats directs, exonérations fiscales et sociales... Pourtant...

→ 8 millions de français sont en insécurité alimentaire dont 2 millions obligés de recourir à l'aide alimentaire
→ + 160% de diabétiques en 20 ans. L'obésité considérée comme une épidémie
→ 18% des agriculteurs sous le seuil de pauvreté qui n'arrivent plus à tirer un revenu décent de leur travail
→ 30% des oiseaux des champs ont disparu en 15 ans, 437 captages d'eau potable abandonnés entre 2010 et 2021 pour pollution aux nitrates et pesticides

Les coûts directs pour l'État



→ ***9,7 milliards de la PAC*** *1er et 2ème pilier*

→ ***28,54 milliards de l'État*** *: exonérations fiscales et sociales, achats pour la restauration des hôpitaux, restauration universitaire, enseignement agricole, chambres d'agriculture, aide alimentaire, programmes nationaux : PNA, PNNS...*

→ ***9,5 milliards des collectivités territoriales*** *: cantines scolaires (primaire, collèges, lycées), restauration en EHPAD, aide alimentaire, investissements pour l'agriculture, la pêche, l'agro-industrie...*

Une injuste répartition

→ *80% des financements bénéficient aux filières de l'agriculture productiviste*
→ *11% pour financer le ministère de l'Agriculture, l'enseignement et la recherche*
→ *6,2% seulement bénéficient aux filières labellisées (label rouge, AOP, BIO...)*

Sur les 8,6 milliards dédiés aux aides fiscales au système alimentaire et agricole seulement 112 millions vont au soutien à l'agriculture biologique, filière qui génère le moins d'impacts négatifs sur l'environnement

Réparer les dégâts

Le coût des denrées alimentaires, payé à la caisse ne représente pas leur vrai coût. Les pratiques de l'agriculture productiviste génèrent de nombreux impacts négatifs et dégâts collatéraux qui sont pris en charge par la collectivité.

Le coût des impacts négatifs chiffrables, financés directement par l'État, a été fixé à 19 milliards d'Euro : impacts sur la santé, l'environnement, aides sociales. D'autres impacts négatifs ne sont pas inclus *dans ce chiffre par manque de données chiffrées ou parce que l'on ne peut pas les évaluer, comme la perte de biodiversité : oiseaux, abeilles et autres butineurs, la dégradation des sols, les faillites, les burn-out...*

12,3 milliards pour la santé publique

→ ***Maladies liées à l'alimentation :*** *Diabète, cancers, AVC, surpoids et obésité, hypertension, pathologies rénales, cancers, myélomes, lymphomes non hodgkiniens, leucémies...*

Coût à la charge directe de l'État : 11,7 milliards.
Le coût global, pris en charge par la CNAM, le régime général de la Sécurité sociale et les Mutuelles santé est bien supérieur.

→ ***Maladies professionnelles*** *induites par l'exposition aux pesticides :*
Maladie de Parkinson : 50% de plus chez les agriculteurs que la moyenne
Hémopathies malignes : leucémies, lymphomes, myélomes
Cancers de la prostate.

Coût à la charge de l'État : 675 millions

3,4 milliards de coût socio-économique

→ *Aides aux agriculteurs vivant en dessous du seuil de pauvreté :* ***65 millions***
→ *Aides pour les bas salaires de l'agriculture, des industries agro-alimentaires et de la grande distribution :* ***1,738 milliard***
→ *Compensation du déficit du régime de retraite des agriculteurs :* ***1,6 milliard***

3,4 milliards pour réparer les impacts écologiques

→ *Traitement des déchets, gaspillage alimentaire, recherche :****1,5 milliard***
→ *Qualité de l'air, surveillance et prévention :* ***800 millions***
Prise en charge des maladies associées : ***981 millions***
→ *Coûts liés à la pollution des eaux évalué à* ***4,6 milliards***
*Lutte contre la prolifération des algues vertes, plan Ecophyto, mesures agroenvironnementales et climatiques, à la charge de l'État :****480 millions***

Le reste : 4,32 milliards, est payé directement par les citoyens aux régies et opérateurs privés par leur facture d'eau.

Les chiffres cités ici proviennent du rapport ***" l'injuste prix de notre alimentation "*** présenté par : le Secours Catholique, les CIVAM, Solidarité Paysans, la Fédération française des diabétiques. Disponible sur ***secours-catholique.org*** ou ***civam.org***

Dans cette valse des milliards

Chiffrer de façon globale le coût total des dégâts occasionnés par la malbouffe, la contamination de l'eau, la pollution de l'air reste un exercice délicat. Prise en charge des maladies dues à une mauvaise alimentation et autres maladies environnementales...
Dans son rapport de 2020 sur l'alimentation, la FAO a estimé à ***125 milliards d'euros ****, *par an, pour la France, les coûts cachés de nos modes d'alimentation sur notre système de santé.*

Si on intégrait dans le prix des denrées alimentaires produites par l'agriculture productiviste le coût des externalités négatives,
Il faudrait multiplier le prix des aliments par un peu plus de deux.

Favoriser l'accès à des aliments issus de l'agriculture biologique, dont les externalités négatives sur la santé et l'environnement sont beaucoup plus faibles, serait nettement plus avantageux.

* Cité dans le rapport ***"fracture alimentaire "*** sur ***institutmontaigne.org***